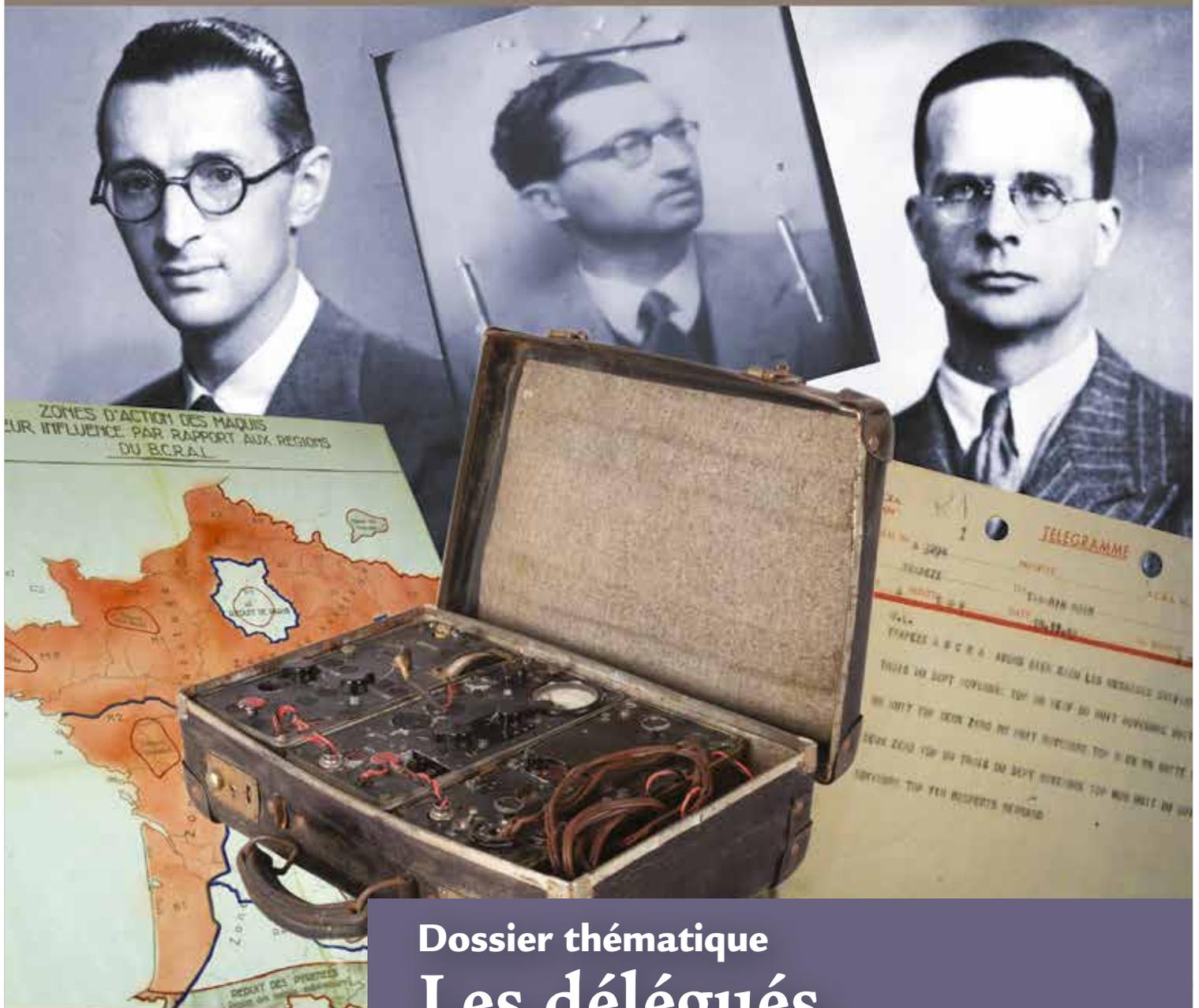


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 105 – juin 2021 – 5,50 €



Dossier thématique
Les délégués
militaires régionaux

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne : www.museedelaresistanceenligne.org

Le Welrod, l'arme silencieuse des opérations secrètes

Donner la mort en silence s'avère parfois indispensable pour les agents engagés dans la lutte clandestine notamment pour éliminer une sentinelle ou exécuter un traître. En 1942, pour répondre aux besoins de la Résistance en Europe et de ses agents opérant derrière les lignes ennemies, le département de la *Special Operation Executive (SOE)*, en charge de mettre au point des armes et équipements spéciaux, conçoit un pistolet silencieux : le *Welrod*. Ce département du *SOE*, connu sous le nom de code *Station IX*, était basé près du village de Welwyn au nord de Londres. Baptisée *Welrod*, cette arme associe les trois premières lettres du village de Welwyn au mot de *rod* qui, en anglais, désigne une barre (allusion à sa forme particulière) mais aussi un « flingue ».

Une arme simple mais terriblement efficace

Le *Welrod* est un pistolet à un coup muni d'une culasse à verrou. Son fonctionnement est relativement simple. Après avoir engagé le chargeur dans l'arme, on déverrouille la culasse puis on la tire en arrière. En repoussant et en verrouillant la culasse, on introduit une cartouche dans la chambre du pistolet et on arme le percuteur. Le tireur peut alors faire feu. Il lui faut simplement renouveler l'opération après chaque tir. Dans le cas d'une arme de dotation générale, ce mécanisme à rechargement manuel aurait été un inconvénient rédhibitoire. Cependant, la destination de cette arme étant l'élimination silencieuse d'un ennemi à courte distance (moins de 10 mètres), ce désagrément n'a que peu d'importance. Le *Welrod* a été développé en trois versions (*Mark I, II et III*) dont les différences assez minimes portent sur le pontet (seul le *Mark I* en est pourvu), les organes de visée, la forme de la détente et de la fenêtre d'éjection. Le *Welrod* a été produit majoritairement en calibre .32 ACP (7,65 X 17 Browning), mais quelques exemplaires de sa première version ont été livrés en 9 mm.

Cette arme robuste et facile d'entretien est bien adaptée à l'action clandestine. Ainsi, le chargeur et la poignée du pistolet ne font qu'un. Après avoir retiré cette pièce, la partie principale de l'arme, un tube de 30 cm pesant environ 900 grammes, peut être facilement dissimulée sous les vêtements du tireur. Par ailleurs, si par soucis de simplification les organes de visée du *Welrod* ne sont pas réglables, ce pistolet dispose malgré tout d'une sûreté automatique de poignée évitant un tir accidentel, d'autant que la plupart des modèles ne possèdent pas de pontet.

Une faible signature sonore

Le système utilisé par le *Welrod* pour atténuer le bruit du coup de feu est assez révolutionnaire⁽¹⁾. D'une longueur de 305 mm, cette arme possède un canon rayé qui ne mesure que 83 mm mais qui est éventé grâce à de petits trous. Cela permet de réduire la pression des gaz avant même l'entrée du projectile dans le silencieux qui se trouve dans le prolongement du canon. Ce silencieux est composé d'une alternance de rondelles de métal et de caoutchouc. Les rondelles métalliques sont percées d'un orifice d'un diamètre supérieur à celui du projectile tandis que celles en caoutchouc sont perforées d'un trou d'un diamètre inférieur. Relativement élastiques et souples, ces dernières vont se refermer après le passage de la balle en interceptant le son. Ainsi, la signature sonore du *Welrod* est très faible se situant autour de 70 décibels. Si ce système de silencieux est extrêmement



Pistolet silencieux *Welrod Mark II A* de calibre 7,65 mm ayant appartenu à André Jarrot (n° de série 6048).

efficace, il s'use très rapidement. C'est la raison pour laquelle l'extrémité du silencieux se dévisse pour permettre de remplacer les rondelles en caoutchouc.

Une arme convoitée et longtemps utilisée

Cette arme manquait cruellement à la Résistance française notamment dans le cas d'exécution de traître. Une allusion à cette situation se retrouve sous la plume de Joseph Kessel. Dans le deuxième chapitre de son roman, *L'armée des ombres*, Gerbier, Félix et Lemasque doivent exécuter Paul Dounat, dont la trahison est à l'origine de plusieurs arrestations au sein de leur organisation. Le pavillon loué pour la circonstance, mal isolé, leur empêche d'employer une arme à feu et ils n'ont d'autre choix que de garrotter le traître. La dimension tragique de cette scène fait dire à Félix : « Ces sacrés Anglais ne nous enverront donc jamais les silencieux qu'on leur demande ». En effet, si 14000 *Welrod* ont été produits, peu d'entre eux ont armé la Résistance française. Celui présenté ici est l'un des rares exemplaires qui ait été remis à un résistant français puisqu'il a appartenu à André Jarrot⁽²⁾. Dès octobre 1940, celui-ci débute son action dans la Résistance en devenant passeur sur la ligne de démarcation avant de rejoindre Londres, en 1943 où il reçoit une formation de saboteur. Parachuté en France, il participe à deux importantes missions de sabotage avec pour objectif la destruction de l'alimentation électrique de centres industriels: Armada I (septembre 1943) et Armada II (novembre 1943). C'est probablement dans le cadre de l'une de ces missions qu'il reçut cette arme exceptionnelle qu'il offrit dans les années 1970 au musée de l'Ordre de la Libération.

Preuve de son extrême efficacité, ce pistolet a été utilisé par les forces spéciales jusqu'au début des années 1990 notamment lors de la guerre du Golfe. Il semblerait qu'il soit encore aujourd'hui en service de façon limitée. D'ailleurs, une société suisse commercialise une version modernisée du *Welrod*, le pistolet VP9, mais qui officiellement n'est en dotation dans aucune force armée du monde. ●

Frantz Malassis

(1) Rendre une arme silencieuse nécessite d'intervenir sur deux paramètres : le bruit de la détonation lors du départ du coup et le « bang » sonique quand la balle franchit le mur du son (340 m/s). Cependant, dans le cas du *Welrod* ce deuxième paramètre est écarté puisque la vitesse initiale de sa munition est de 213 m/s. Des essais de silencieux avaient été réalisés à partir de pistolets semi-automatiques mais ils ont vite été abandonnés, leurs culasses mobiles lors du tir laissant échapper une partie du son de la détonation.

(2) Voir sa biographie sur le site de l'Ordre de la Libération.

En couverture, de haut en bas et de gauche à droite : Eugène Déchelette (1906-1973), délégué militaire pour la région R5, région de Limoges © Musée de l'Ordre de la Libération. André Rondenay (1913-1944), nommé DMR de la région P (Paris) © Service historique de la Défense, Vincennes/16P 295666. Claude Bonnier (1897-1944), DMR responsable de la région B (Bordeaux) © Musée de l'Ordre de la Libération. Carte constituant l'annexe 1 de l'étude n°2 du Bureau Central de Renseignement et d'Action de Londres, rédigée en février 1944 et intitulée « La Résistance dans son action militaire » Archives nationales 3 AG 2 / liasse 441. Poste émetteur-récepteur valise anglais type AMKII © Musée de l'Ordre de la Libération / photographie : Jessica Redouane. Télégramme en clair du BCRA adressé le 18 novembre 1943 à Lucien Cambas (1916-1961), DMR de la Région R3 (Montpellier) alias *Trapèze*. Archives nationales 3 AG (8) 516



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les délégués militaires régionaux

- Les délégués militaires régionaux (DMR), des acteurs méconnus de la Résistance **p. I à V**
Par Fabrice Grenard
- La difficulté des DMR d'être acceptés par les responsables locaux de la Résistance : l'exemple des relations conflictuelles entre Eugène Déchelette et Georges Guingouin **p.VI**
Par Fabrice Grenard
- La traque d'André Rondenay, dernier DMR à tomber sous les balles allemandes ... **p. VII**
Par Fabrice Grenard
- Jacques Chaban-Delmas, délégué militaire confronté à l'insurrection parisienne d'août 1944 d'hier à aujourd'hui **p. VIII**
Par Fabrice Grenard

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI p. 5
- Activités du département documentation et publications p. 8

À lire.....p. 6

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance

.....p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Fabrice Bourrée,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeurs: Jean Novosseloff.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom -
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 105: 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal: juin 2021

La Résistance n'en finit pas d'être une source d'inspiration pour les générations actuelles. La récente distinction aux Oscars du court métrage documentaire *Colette* du réalisateur américain Anthony Giacchino et de la productrice française Alice Doyard a été pour nous une grande satisfaction. Ce film retrace le pèlerinage d'une ancienne résistante Colette Marin-Catherine qui pour la première fois se rend au camp de concentration de Mittelbau-Dora où son frère, Jean-Pierre Catherine, lui aussi résistant est mort, 76 ans auparavant, âgé de seulement 19 ans. Elle est accompagnée dans ce voyage par Lucie Fouble, une jeune étudiante qui écrit une notice biographique de Jean-Pierre Catherine dans le cadre de la parution du *Livre des 9000 déportés de France à Mittelbau-Dora* dirigé par Laurent Thiery historien à La Coupole, Centre d'histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais et membre du comité historique et pédagogique de notre Fondation.



Le mot du Président

Avec simplicité et dépouillement, *Colette* évoque lors de cette rencontre intergénérationnelle ce qu'a été la résistance au quotidien de toute sa famille mais surtout fait resurgir la douleur de tous ceux qui, au sortir de la guerre, ne peuvent faire le deuil d'un proche mort dans l'anonymat d'un camp de concentration, sans laisser de trace. On chemine avec elle sur les voies de cette mémoire douloureuse depuis le tunnel du camp de Mittelbau-Dora, où étaient fabriqués les V2, jusqu'au crématorium qui a vu disparaître le corps de son frère le 22 mars 1945. C'est un film « brut » dont la visibilité internationale avec cet Oscar permettra, j'en suis sûr, aux jeunes générations de redécouvrir la Résistance française de façon humaine et incarnée.

Nous avons récemment appris la disparition de Charlotte Nadel qui était proche de notre Fondation. Membre du mouvement Défense de la France dès l'automne 1940, Charlotte Nadel intègre immédiatement son Comité directeur qui la charge de mettre sur pied les différents ateliers de composition du journal dont elle assurera la responsabilité jusqu'à la Libération. Grâce à Charlotte Nadel et à toutes ses équipes de typographes résistants, *Défense de la France* a réussi la prouesse en pleine Occupation d'avoir le plus fort tirage de toute la presse clandestine française en publiant à 450 000 exemplaires son numéro de janvier 1944.

Alors que les résistants nous quittent inexorablement, plus que jamais, il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour transmettre et faire vivre leur héritage moral et civique. C'est pour cela qu'en 1993, des résistants venus de tous horizons ont créé notre Fondation, structure pérenne chargée de leur survivre et de perpétuer l'histoire de leur combat pour la Liberté et le rétablissement de la République. Cependant, toutes ces actions que mène la Fondation, qu'elles relèvent des domaines de la recherche historique, de la pédagogie, de la mémoire et de la diffusion de ces connaissances par ses publications papiers ou numériques, nécessitent des moyens financiers qu'il est très difficile de réunir aujourd'hui. C'est pourquoi je demande à tous ceux qui le peuvent de soutenir nos actions par un don, un legs, un abonnement de soutien à notre revue⁽¹⁾... Vos soutiens, même modestes, sont pour nous très précieux. Car ils témoignent de votre volonté de nous voir poursuivre les missions assignées par nos fondateurs qui voulaient que les valeurs pour lesquelles ils avaient combattues survivent et inspirent les futures générations. ●



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

(1) Voir le bulletin détachable qui vous permet de vous abonner à notre revue et de faire un don ou un legs.

Activités du département recherche et pédagogie

Actualités de la chaîne YouTube de la Fondation de la Résistance



© Fondation de la Résistance

La chaîne YouTube de la Fondation de la Résistance s'est enrichie de nouvelles vidéos. Tout d'abord, nous avons mis en ligne les captations de la journée d'étude et de formation « Enseigner la Seconde Guerre mondiale à Paris, de l'école au lycée », organisée en 2019 par l'École Supérieure du Professorat

et de l'Éducation de l'académie de Paris et la Fondation de la Résistance. Ensuite, le témoignage du résistant Max Weinstein (1927-2020) est venu enrichir la *playlist* « Paroles de résistants » où chacun peut déjà consulter les vidéos de Raymond Aubrac et de Pierrette Brochay veuve Rossi. Filmé par l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure en 2009 dans le cadre de l'opération « Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes d'aujourd'hui ». Max Weinstein se souvient de son engagement en 1943 dans l'Union de la Jeunesse juive issue de la Main d'œuvre immigrée, et des actions qu'il mène jusqu'à l'insurrection de Villeurbanne avec le bataillon Carmagnole en août 1944.

En donnant accès à un large public à une échelle internationale à ses ressources numériques, la Fondation poursuit ses missions de transmission et de formation sur l'histoire et la mémoire de la Résistance. ●

HS

Les formations ajournées en 2020-2021

Les formations académiques pluridisciplinaires « Résistance et récit radiophonique » et « Résistance, répression, écriture », initiées par la Fondation de la Résistance ont subi les restrictions imposées par la situation sanitaire durant l'année scolaire 2020-2021. Ces formations que la Fondation et ses partenaires ont souhaité maintenir en présentiel avec les enseignants des académies de Versailles, Paris, et Normandie ont été reportées plusieurs fois puis finalement ajournées. Ces formations sont à nouveau proposées aux académies de Paris, Créteil, Versailles, Normandie et Lille pour l'année 2021-2022. ●

Concours national de la Résistance et de la Déportation

La session 2020-2021 a eu lieu malgré la crise sanitaire

Les épreuves du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) de la session 2020-2021 se sont tenues quelques jours avant la fermeture anticipée des établissements scolaires suite à la crise sanitaire. Les candidats ont rédigé les copies individuelles le 30 mars 2021, et les travaux collectifs remis aux jurys ont pu rejoindre ceux qui avaient déjà été collectés l'an dernier. La session du CNRD sur le thème « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister », bouleversée par la pandémie, a été organisée durant deux années scolaires continues (2019-2021). Le Concours a pu se maintenir dans ces conditions inédites grâce à toutes les personnes engagées dans son organisation et sa promotion. La Fondation de la Résistance a envoyé ou remis la brochure pédagogique, coordonnée par son équipe, à tous ceux qui en ont fait la demande. Elle a également produit de nouvelles ressources et a fait la promotion du Concours sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter), et dans ses publications notamment *via* sa *Newsletter* électronique. Enfin, les ressources numériques qu'elle a réalisées et mis en ligne dès septembre 2019 ont touché un très large public.

La Fondation de la Résistance est également engagée dans les travaux de corrections du CNRD. Sur proposition de Rachid Azzouz délégué académique à la mémoire, à l'histoire et à la citoyenneté, elle a intégré en 2020 le jury de l'académie de Paris et a pu remettre le prix « Fondation de la Résistance ». Elle est également représentée au jury départemental des Yvelines. La Fondation siège enfin au Collège des correcteurs du jury national présidé par l'inspecteur général Tristan Lecoq, qui se réunira cet été et rendra un palmarès à l'automne 2021 si toutes les conditions sont réunies.

Un nouveau thème pour la session 2021-2022

Le 25 avril 2021, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale a annoncé officiellement le thème du CNRD de la session 2021-2022. Il est libellé comme suit : « **La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du III^e Reich (1944-45)** ». Le Mémorial de la Shoah est en charge cette année de la coordination et de la publication de la brochure pédagogique. La Fondation de la Résistance participe au comité de rédaction et assurera la promotion de ce thème l'an prochain auprès des équipes éducatives et des institutions concernées. ●

HS

Un ouvrage collectif sur les bals clandestins sous l'Occupation

Tout au long de la période 1939-1945, des mesures ont été adoptées en France par les autorités pour interdire la danse, les bals et fermer les *dancings*. Cette interdiction de danser s'explique à la fois par le contexte de la guerre et de la défaite mais aussi dans le cadre de la politique d'ordre moral que souhaitait imposer le régime de Vichy à la société française. Cela n'a pas empêché l'essor sur tout le territoire de nombreux bals clandestins qui ont permis aux Français(e)s et plus particulièrement à la jeunesse de continuer à pratiquer la danse malgré les interdictions en vigueur et la répression.

L'histoire des bals clandestins constitue un sujet important pour l'histoire sociale et culturelle de la période. Elle a donné lieu à la constitution d'un groupe de recherches du Centre d'Histoire sociale des mondes contemporains (Université Paris I) piloté par Pascale Goetschel. Ce groupe de recherches réunissant des historiens, conservateurs du patrimoine et spécialistes de la danse a réalisé une exposition sur le sujet en coopération avec plusieurs musées de la Résistance et de la Déportation qui ont fourni des documents et l'accueilleront dans leurs locaux pour présentation (musée de la Résistance nationale, musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, musée de la Résistance et de la Déportation de Grenoble).

Les éditions Ouest-France ont tiré de cette exposition un ouvrage collectif, *Vous n'irez plus danser ! Les bals clandestins 1939-1945*, auquel a participé Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation de la Résistance. Sa contribution permet d'évoquer les enjeux particuliers qu'ont pu représenter les bals clandestins pour les maquis en zone Sud en 1943-1944. Dès lors qu'ils se développaient en milieu rural, à l'orée des bois, dans des lieux qui étaient donc souvent proches de l'emplacement choisi pour les camps, les bals clandestins ont à la fois pu représenter un atout pour les maquis (en facilitant certains contacts, en servant de couverture à des rencontres et en organisant des collectes financières au profit des maquisards), mais aussi un danger important en exposant les jeunes maquisards tentés d'y participer à la répression. ●



FG

LA LETTRE

LES DÉLÉGUÉS MILITAIRES RÉGIONAUX

« Hommes d'exception qui ont été presque tous marginalisés dans la mémoire nationale » pour reprendre une formule de Jean-Louis Crémieux-Brilhac⁽¹⁾, les délégués militaires régionaux (DMR) institués à partir de l'été 1943 ont été des acteurs méconnus de la Résistance. Ces officiers français, véritables *missi dominici* du général de Gaulle en France métropolitaine ont pourtant joué un rôle déterminant dans l'unification des différentes organisations résistantes et l'application sur le terrain des plans de sabotage destinés à paralyser les transports allemands lors du débarquement allié en Normandie.

Les délégués militaires régionaux (DMR), des acteurs méconnus de la Résistance

Par Fabrice Grenard



Activement recherchés en raison de l'importance de leurs fonctions, travaillant dans des situations très compliquées dans le contexte de la clandestinité et se heurtant à l'hostilité de certains résistants locaux les soupçonnant de vouloir « confisquer » la Résistance au profit du général de Gaulle, la mission des DMR était des plus délicate. De fait, très peu pourront la remplir jusqu'au bout, leur espérance de vie sur le sol français se limitant tout au plus à quelques mois du fait de la répression allemande⁽²⁾.

Le choix d'une organisation plus décentralisée de la Résistance

La création des délégués militaires intervient dans le contexte particulier des arrestations successives du général Delestraint, chef de l'Armée secrète, et de Jean Moulin, représentant du général de Gaulle, en juin 1943. Ces arrestations ont contribué à « décapiter » la Résistance française en la privant de deux de ses principaux chefs. Alors que la perspective du débarquement allié se précise, la Résistance

française doit continuer à se structurer pour pouvoir passer à l'action le Jour J. Pour poursuivre la double mission entreprise par Jean Moulin consistant à unifier la Résistance intérieure tout en la plaçant sous son autorité et maintenir des liaisons entre la France combattante à l'extérieur et les organisations résistantes de métropole, le général de Gaulle décide d'adopter une nouvelle stratégie. À l'organisation pyramidale de la « délégation générale » mise en place par Jean Moulin sont désormais préférées des structures plus décentralisées.

Le choix est fait d'envoyer douze délégués dans les régions militaires, qui correspondent aux régions administratives instituées par Vichy en 1941. Deux délégués militaires de zones sont également désignés, un pour la zone Nord et un pour la zone Sud⁽³⁾ (l'ancienne zone dite libre jusqu'en novembre 1942). Cette décentralisation doit renforcer l'efficacité de la Résistance sur un plan local et permettre de limiter, en cas de coup dur, la décapitation des structures militaires en métropole, en décloisonnant régionalement les activités.

SOMMAIRE

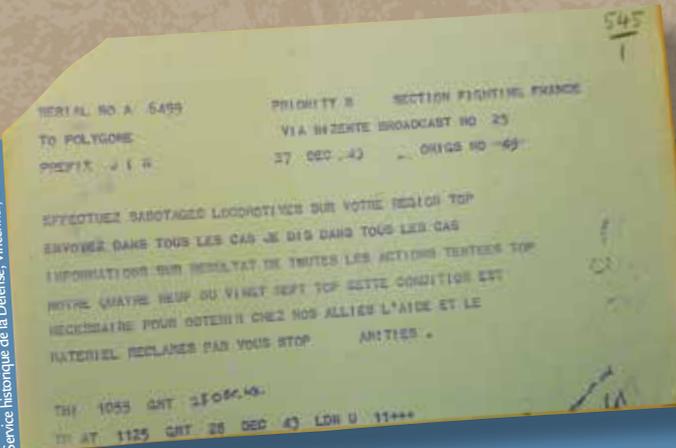
- Les délégués militaires régionaux (DMR), des acteurs méconnus de la Résistance p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La difficulté des DMR d'être acceptés par les responsables locaux de la Résistance : l'exemple des relations conflictuelles entre Eugène Déchelette et Georges Guingouin..... p. VI
Par Fabrice Grenard
- La traque d'André Rondenay, dernier DMR à tomber sous les balles allemandes..... p. VII
Par Fabrice Grenard
- Jacques Chaban-Delmas, délégué militaire confronté à l'insurrection parisienne d'août 1944 p. VIII
Par Fabrice Grenard

Les Britanniques, qui exercent un droit de regard sur les décisions de la France libre, se montrent favorables à cette réorganisation. Cette décentralisation doit permettre d'être plus réactif sur le terrain pour coordonner la lutte armée dans la perspective du débarquement allié sur les côtes françaises. Elle doit rendre plus efficaces les plans de sabotages et de destructions mis au point par le quartier général suprême des forces alliés pour faciliter les opérations militaires visant à libérer la France. Une telle organisation apparaît également mieux adaptée à la situation qui pourrait être celle de la France après le Débarquement, à savoir un territoire morcelé par les combats, avec des difficultés de liaisons et de communications entre les différents ensembles régionaux.

Prérogatives et missions des DMR

Les DMR sont officiellement créés par une « instruction sur l'organisation paramilitaire de la Résistance » adoptée à la date du 25 août 1943. Cette instruction précise à la fois leurs prérogatives et leur rôle. La mission d'un DMR comporte deux volets. Il doit être selon les termes de cette instruction à la fois « ambassadeur et technicien », c'est-à-dire un représentant sur le plan local des autorités de la France combattante possédant une liaison régulière avec Londres mais aussi un officier capable de constituer et d'armer des équipes chargées d'exécuter les plans de sabotage déclenchés au moment du débarquement allié. Leurs instructions seront transportées dans des valises piégées pour éviter qu'elles ne tombent dans les mains de l'ennemi.

Les deux plans de sabotages les plus importants sont les plans vert et tortue qui concernent respectivement les destructions ferroviaires à entreprendre pour paralyser les transports allemands et les actions à mener contre les divisions blindées susceptibles



© Musée de l'Ordre de la Libération

d'opérations aériennes ainsi que de techniciens radio et de spécialistes du sabotage. Pour dissimuler leur identité, des noms de code leur sont attribués, portant le nom d'une figure géométrique (*Hypoténuse, Polygone, Losange, Arc,...*). Les premiers délégués militaires régionaux sont parachutés en France à l'automne 1943. Le manque de volontaires de qualité ne permet aux services gaullistes d'envoyer en France qu'une dizaine d'officiers, ce qui empêche de couvrir toutes les régions militaires.

Deux militaires de carrière appartenant à l'État-major particulier du général de Gaulle sont désignés aux postes de délégué militaire de zone, le Saint-Cyrien Louis-Étienne Mangin (fils aîné du général Charles Mangin) pour la zone Sud et le polytechnicien Pierre Marchal pour la zone Nord. André Schock, employé de commerce dans le civil, qui a combattu en 1941 au sein des Forces françaises libres en Afrique, est désigné à la tête de la région C (Nord-Est). Raymond Fassin, un ancien instituteur qui a gagné l'Angleterre dès le 23 juin 1940 et participé à la mission de Jean Moulin en France en 1942, prend la tête de la région A (Nord). Valentin Abeille, ancien sous-préfet ayant dirigé le mouvement Combat dans le Jura avant de rejoindre Londres en mai 1943, se retrouve à la tête de la région M (Grand-Ouest). L'avocat Paul Leistenschneider, alsacien engagé dans les services secrets de la France libre au printemps 1943 est nommé DMR pour la région R3 (Languedoc-Roussillon). André Boullouche, polytechnicien ayant dirigé la branche du réseau Centurie dans le Nord avant de rejoindre Londres en mai 1942 et d'intégrer le BCRA, dirige la région P (Paris). Maurice Bourgès-Maunoury, officier qui a rejoint la France libre en 1942 après avoir passé treize mois de captivité en Allemagne, est désigné pour être à la tête de la région R1 (Rhône-Alpes). Claude Bonnier, ingénieur des mines et entrepreneur ayant rejoint Londres en juin 1943 après un périple à travers l'Afrique du Nord, devient le responsable de la région B (Bordeaux). Deux DMR adjoints sont également parachutés en France à l'automne 1943, Jean Kammerer et Charles Gaillard, chargés de seconder Valentin Abeille dans l'Ouest et Maurice Bourgès-Maunoury en Rhône-Alpes, deux régions dont l'importance géographique nécessite l'organisation de sous-secteurs.

▲ **Télégramme en clair du BCRA adressé le 27 décembre 1943 à Maurice Bourgès-Maunoury, DMR de la Région R1 (Rhône-Alpes) désigné sous le nom de code Polygone.**

Le BCRA demande à Maurice Bourgès-Maunoury d'effectuer des sabotages sur les locomotives de sa région et de lui faire connaître les résultats obtenus. La réussite de ces sabotages lui permettra de gagner en crédibilité aux yeux des Alliés et d'obtenir d'eux armes et explosifs nécessaires pour armer les équipes qu'il constitue dans le cadre de la mise en œuvre des plans de sabotages conçus à Londres en vue du jour J.

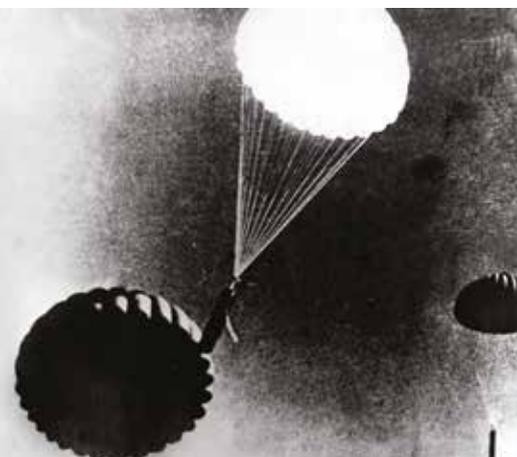
de mener une contre-attaque décisive lors des premières heures du Débarquement, moment où les Alliés seront les plus vulnérables. D'autres plans poursuivant les mêmes objectifs sont également élaborés à Londres : les plans rouge (destruction des dépôts de munition), jaune (destruction des organes de commandement ennemis), bleu (destruction des lignes électriques) et violet (destruction des communications téléphoniques) ainsi que le plan momie (protection des ports, qui peuvent être utilisés par les Alliés après le Débarquement à des fins logistiques).

Pour ne pas froisser les mouvements de Résistance et pour éviter de prêter le flanc aux accusations de mise sous tutelle de la Résistance intérieure, d'importantes précautions lexicales sont adoptées dans cette instruction du 25 août 1943. Celle-ci refuse par exemple de présenter les DMR comme l'autorité unique de laquelle devront dépendre tous les éléments de combats se trouvant dans leur secteur. S'ils ne sont pas censés exercer un commandement réel des formations de la Résistance intérieure, les DMR disposent dans les faits de moyens qui les rendent incontournables dans leurs zones d'action et placent tous les chefs de secteurs dans une forme de dépendance à leur égard. En effet, les DMR possèdent les liaisons radio avec Londres et ont la main mise sur la répartition entre les différents groupes locaux des armes et des sommes d'argent parachutées.

Des officiers d'élites soigneusement sélectionnés

Les personnes sélectionnées pour remplir les fonctions de DMR doivent répondre à des critères très précis qui les placent parmi l'élite de la Résistance. Pour être le plus légitime possible dans le cadre de leurs fonctions, la plupart sont issues de la Résistance intérieure, où elles se sont engagées très tôt, dès 1940 ou 1941, avant de rejoindre Londres en 1942 ou 1943, le plus souvent pour échapper à des recherches les concernant, et d'intégrer les services secrets de la France libre, le BCRA. Parce que leur mission nécessite d'importantes compétences, à la fois sur un plan technique mais aussi politique, les recrues possèdent un *curriculum vitae* très développé. Aussi, beaucoup sont sortis des grandes écoles (Polytechnique, les Mines, l'École libre des Sciences Politiques).

Avant de partir en France, les futurs DMR reçoivent une formation très poussée. Après avoir passé une batterie de tests physiques et intellectuels, ils participent à des entraînements militaires de type commando et suivent une instruction approfondie dans le maniement des armes et des explosifs ainsi qu'une formation technique nécessaire à l'organisation d'opérations aériennes et de liaisons radio clandestines. Ils sont accompagnés dans leur mission d'un officier



◀ **Parachutage de containers d'armes et d'explosifs.**

Scène reconstituée d'un opérateur radio clandestin transmettant des messages à l'aide d'un poste émetteur-récepteur. ▶

Même si le BCRA se garde bien de présenter les DMR comme devant exercer le commandement unique des formations résistantes de leurs secteurs, dans les faits les moyens mis à leur disposition par Londres les rendent incontournables pour les chefs de la Résistance locale. En effet, les DMR organisent les liaisons radios avec Londres et peuvent ainsi obtenir prioritairement des parachutages d'armes et d'explosifs qu'ils ont ensuite le pouvoir de répartir au sein des différentes organisations de résistance.



© Service historique de la Défense, Vincennes/ fonds du comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Les difficultés s'accroissent pour les premiers DMR

Cette première vague de DMR parachutés en France entre le 13 septembre et le 23 novembre⁽⁴⁾ doit faire face à des difficultés considérables en arrivant sur le sol métropolitain, du fait des conditions particulières de leur mission, de la nécessité d'agir dans la clandestinité et des moyens souvent trop faibles qui leur ont été alloués au regard des tâches à accomplir.

Ne connaissant pas toujours très bien les territoires qui leur ont été désignés, ne disposant pas de réseau local et n'ayant que très peu de contacts sûrs à leur arrivée, les DMR doivent se débrouiller seuls. Il leur faut trouver une couverture et des planques mais surtout nouer des liens avec les responsables régionaux des différentes organisations résistantes qui n'ont pas forcément été informés de leur arrivée et de la mission qui leur a été confiée. Ils ne sont pas toujours bien accueillis par les résistants locaux, qui voient en eux des envoyés de Londres chargés de prendre le contrôle de la Résistance intérieure et d'imposer les vues du général de Gaulle.

La rareté des matériels radios et la nécessité pour les DMR de monter *ex-nihilo* leur propre centrale d'émission radio compliquent encore leur situation. Sans liaison régulière avec Londres, le délégué militaire apparaît totalement désarmé, ne pouvant ni requérir d'instructions ni demander les parachutages nécessaires pour les résistants de leur secteur.

Toutes ces difficultés exposent considérablement les DMR, obligés d'agir dans un environnement qu'ils connaissent mal et risquant de tomber à tout moment dans les pièges de la répression allemande.

Sept DMR victimes de la répression allemande avant le 6 juin 1944

En quelques mois seulement, sept DMR sur les neuf officiers parachutés de l'automne 1943 sont arrêtés par les Allemands. Parachuté dans la nuit du 12 au 13 septembre dans l'Indre, près de Tours, Pierre Marchal, délégué de la zone Nord, est arrêté moins de deux semaines après son arrivée en France. Présenté le 22 septembre lors d'une réunion clandestine à Paris aux principaux chefs de mouvements de zone Nord, il est arrêté par la Gestapo le lendemain à 7 heures du matin dans l'appartement où il s'était installé. Marchal se suicide dans l'escalier de son immeuble, en avalant sa pilule de cyanure. Des moyens lui avaient pourtant été donnés à son départ de Londres pour se déguiser (on lui avait fourni une paire de lunettes, une moustache et un stick de maquillage) et pour cacher son identité (des faux papiers indiquaient qu'il était un entrepreneur ayant travaillé dans des compagnies pétrolières en Afrique du Nord et séjournant à Paris pour ses affaires). Mais Pierre Marchal utilisait depuis son arrivée le nom de code de Moreau, qui était également celui d'un chef d'entreprise parisien résistant que les Allemands recherchaient. C'est donc sans savoir qui il était réellement que les policiers allemands se sont emparés du premier délégué militaire de zone Nord et l'ont empêché d'accomplir sa mission.

Parachuté à la même date que Marchal et devant agir sous son autorité à la tête de la région parisienne, André Bouloche ne tient que quatre mois avant de tomber à son tour. Son arrestation à son domicile le 12 janvier 1944, en compagnie de son adjoint Ernest Grimel et de sa secrétaire, est provoquée par la négligence de l'un de ses agents de liaison, arrêté par les Allemands en possession de documents compromettants lors d'un contrôle



© Musée de l'Ordre de la Libération

▲ Portrait de Valentin Abeille pris en 1940 alors qu'il est officier au 29^e Dragons.

Demande d'affectation d'un volontaire pour mission signée par Valentin Abeille le 1^{er} juillet 1943. ▶



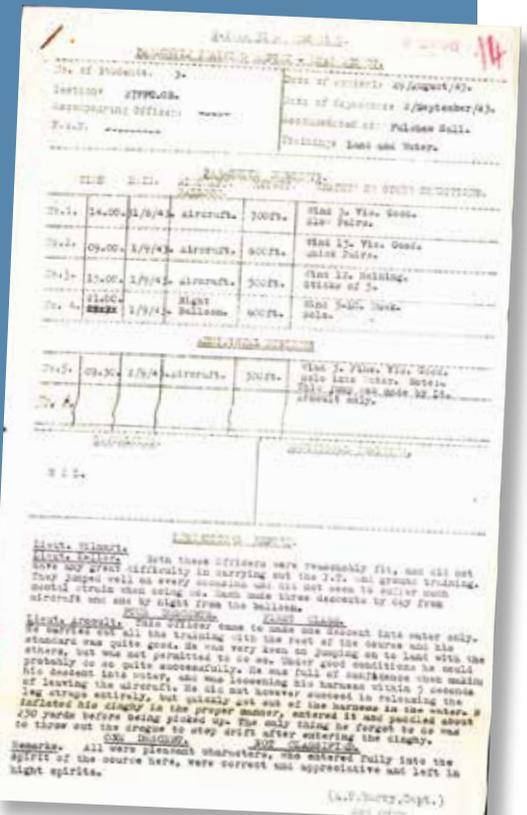
© Service historique de la Défense, Vincennes/16P 1406

Sous-préfet de Provins en 1938, Valentin Abeille renonce lors de la déclaration de guerre à son statut d'affecté spécial et s'engage au 29^e Dragons où il reçoit trois citations durant les campagnes de Belgique et de France. Relevé de ses fonctions en janvier 1941 pour son attitude antiallemande et son appartenance à la franc-maçonnerie, il rejoint le mouvement Combat à la fin 1941. Chef départemental de Combat dans le Jura, il devient également chef de l'Armée secrète pour ce même département. Activement recherché par la Gestapo en janvier 1943, il se réfugie dans un maquis avant de gagner l'Angleterre par une opération aérienne en mai 1943. À Londres, Valentin Abeille est affecté au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) où il se porte volontaire pour des missions en France le 1^{er} juillet 1943.

Parachute training report de Valentin Abeille, 16 septembre 1943. ▶

Tous les délégués militaires régionaux suivent un entraînement très poussé avant leur départ en mission. Techniciens de haute volée, ils reçoivent une formation approfondie leur permettant d'organiser des liaisons radios clandestines et des opérations aériennes. Ils participent également à des entraînements militaires incluant la pratique du saut en parachute en vue de leur envoi en France occupée. Lors de ce stage de parachutisme, les futurs DMR doivent effectuer huit sauts réglementaires (trois sauts en ballon captif dont un de nuit et cinq sauts depuis un avion). Entré au BCRA sous l'identité fictive de Victor Arnoult, Valentin Abeille effectue un stage à la *Parachute Training School* britannique située à Ringway près de Manchester du 19 août au 2 septembre 1943.

© Service historique de la Défense, Vincennes/16P 1406



ARRESTED	DÉLÉGUÉ MILITAIRE		Perch Major, 517 JUMP	REF. MAPS	CARD NO.
Code Name	FIGURE	Other Code Names	FROMENTIN, DANIEL		
Name	Raymond Georges René FASSIN		BARSAC, HILLY, GREGOIRE		P 82
	Pre-D-Day		COMETE JEAN-PIERRE		
Address (i)	(ii)	(iii)			
Hides (i)	(ii)	(iii)			
Proof of Identity	Knows all Officers of RF Sec.				
Description: Height	5'7"	Weight	145 lbs.	Build	Slim
				Colour of Eyes	Blue
Distinguishing Peculiarities	Athletic figure, chestnut hair.				
Zones of Operations	A				
Sub-Organisers					
WT Operator					
Experience	Born 1911. Pupils, Teacher, French Army 1939-1940 in Resistance since 1941. Trained in Parachute, S-phono & Lyander, good English. Left UK 16 Sep. 43.				
Security assessment:	BC.				
Remarks	First class Organizer, difficult to get on with, pig-headed, but dependable. Plenty of courage, but needs careful handling. Security good. Reports has equipes de Sabotage, very difficult to organize & deplores "Decomposition de region" from the point of view of commandement end of Feb '44. Asked to send back IRO MOIS to LONDON 20 Mar '44. Reported Plan VERT to be ready, in one month from 19-Mar. Requested for info. on BLOC EST, 27-Mar. Contact lost with CHARRUE and FOUCHÉUSE, 29-Mar. His secretary arrested 29-Mar. (TYPED 3-8-44 W)				



© Service historique de la Défense, Vincennes/28P 429211

▲ Fiche d'identification établie par le SOE (sd) et photographie d'identité de Raymond Fassin prise à Londres en 1943.

Dans ce document en anglais, en dehors de ses noms de code, de son niveau de formation et de l'appréciation de ses supérieurs on trouve une synthèse de l'action de Raymond Fassin, DMR ayant opéré en région A (Lille-Amiens). On peut y lire les difficultés rencontrées sur le terrain par ce DMR qui déplore « la décomposition de la région du point de vue du commandement à la fin de février 1944 ».

de routine et qui révèle l'adresse du délégué militaire pour lequel il travaille. Alors qu'il tente de s'échapper, André Boulloche est grièvement blessé par balles. Soigné à l'hôpital de la Pitié puis incarcéré à Fresnes, il est déporté en Allemagne fin avril 1944.

Le 28 janvier 1944, André Schock, délégué militaire pour le Nord-Est, tombe dans un piège tendu par un ancien résistant retourné par les Allemands lors d'un rendez-vous près du métro Cadet à Paris. Il est très gravement blessé en tentant de s'enfuir de la rue des Saussaies où il était interrogé par la Gestapo. André Schock connaît ensuite la même trajectoire que Boulloche : soins à l'hôpital de la Pitié puis incarcération à Fresnes, transfert à Compiègne et déportation en Allemagne.

Le 10 février 1944, c'est au tour de Claude Bonnier, délégué militaire de la région de Bordeaux, d'être victime de la répression allemande. Parachuté dans une région totalement minée par les conséquences du retournement par le SS Dohse du responsable local de l'Organisation civile et militaire (OCM), Grandclément, Bonnier est trahi par un ancien résistant qui livre aux Allemands des indications précises sur la date et le lieu de l'un de ses rendez-vous. Bonnier se suicide quelques heures après son arrestation en avalant sa pilule de cyanure. Raymond Fassin, à la tête de la région A (Nord) depuis la fin de l'année 1943, tient un peu plus longtemps que ses collègues. Il est arrêté à Paris le 2 avril, dénoncé par l'un de ses agents de liaison retourné par la Gestapo. Interné le 2 mai 1944 à la prison de Loos-les-Lille, il est déporté en Allemagne le 31 août 1944, où il mourra en février 1945 au camp de Neuengamme, près de Hambourg.

Si Valentin Abeille se maintient à la tête de la région M (Grand-Ouest) pendant près de 9 mois, il tombe quelques jours avant le Débarquement. Activement recherché par les Allemands, il est pris dans une souricière et arrêté par la Gestapo à Paris

le 31 mai 1944. Grièvement blessé par balles, il est transporté rue des Saussaies où, malgré son état, il est interrogé par la police allemande. Transféré à l'hôpital de la Pitié, il meurt le 2 juin 1944. Son adjoint, Jean Kammerer est lui aussi arrêté à la fin mai 1944, près du Mans, où il meurt en prison, vraisemblablement assassiné.

Seuls Paul Leistenschneider et Maurice Bourguès-Maunoury réussissent à échapper aux Allemands et à poursuivre leur mission après le Débarquement le 6 juin 1944. Tous ceux qui avaient été désignés à la tête d'une région située dans l'ancienne zone occupée, où la présence allemande est la plus importante, sont tombés. En zone Sud, où il est peut-être plus facile de se cacher, de circuler et de passer d'une région à l'autre, les DMR parviennent davantage à passer entre les mailles du filet même si l'état ne cesse de se resserrer autour d'eux. Le 13 février 1944, le délégué militaire de la région Rhône-Alpes, Maurice Bourguès-Maunoury, lance un véritable signal d'alarme à ses supérieurs à Londres : « après cinq mois de travail, dans des conditions souvent précaires, nos DMR ont disparu ou sont menacés [...] Conclusion : puisqu'il s'avère impossible de combler les vides et relever les délégués de la première heure, ceux-ci estiment que, à moins de chance exceptionnelle, les deux mois qui viennent ne s'écouleront pas sans leur arrestation. Aux chefs responsables de juger⁽⁵⁾ ».

En raison de ces arrestations, la délégation militaire est une structure au bord de l'effondrement au début de l'année 1944. Si trois nouveaux DMR sont parachutés en France en janvier 1944 (Eugène Déchelette, DMR de la Région 5 – Limoges, Bernard Schlumberger, DMR de la Région 4 – Toulouse et Gilbert Grandval, DMR de la région C – Châlon-sur-Marne), leur nombre reste trop faible pour compenser les pertes subies. Dans un rapport évoquant la situation

des DMR qu'il a pu côtoyer dans le cadre de ses fonctions, André Favereau, organisateur du service maquis en zone Nord, revenu à Alger en mai 1944, témoigne de la situation de crise qui les frappe : « Je connais personnellement ces hommes [les DMR] et je vivais et causais avec eux jusqu'à la fin du mois dernier. Ils sont épuisés, brûlés, travaillent le dos au mur et se considèrent comme abandonnés et livrés à eux-mêmes⁽⁶⁾ ».

Conscient de l'extrême fragilité de ses délégués qui peuvent à tout moment succomber sous les coups de la répression, le BCRA les supplie de son côté de « tout subordonner à nécessité durer, je dis durer pendant cette période critique⁽⁷⁾ ».

Les DMR dans les combats de la Libération

Alors qu'il apparaît nécessaire à l'approche du Débarquement de remplacer les DMR tombés et d'en placer à la tête des régions qui en étaient dépourvues, neuf nouveaux délégués sont parachutés entre mars et mai 1944 afin de donner un nouveau souffle à l'organisation. À ces renforts s'ajoutent également trois réaffectations d'agents du BCRA déjà présents en France comme délégué militaire. Cette seconde vague permet à l'institution des délégués militaires de se maintenir malgré les grandes difficultés traversées au cours de l'hiver.

En février 1944, André Rondenay remplace à la tête de la région P (Paris) André Boulloche, arrêté quelques semaines plus tôt. Pour succéder à André Schock dans l'Est, arrêté le 28 janvier 1944, c'est le chef militaire de Ceux de la Résistance, Gilbert Grandval, qui est désigné. Le capitaine de cavalerie Alexandre de Courson de la Villeneuve débarque le 18 mars sur les côtes bretonnes pour se rendre ensuite en Auvergne où il a été nommé. Parachuté dans le Lot lui aussi le 18 mars 1944,

l'alsacien Bernard Schlumberger devient délégué militaire de la R4 (région Midi-Pyrénées). Le colonel d'artillerie Pierre Hanneton est quant à lui parachuté près de Mâcon dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 1944 pour exercer la fonction de DMR en Bourgogne et Franche-Comté⁽¹⁾.

À la veille du Débarquement, toutes les régions comprennent un ou plusieurs délégués militaires, à l'exception de la région bordelaise, où Claude Bonnier n'a pu être remplacé. Pour coiffer l'ensemble de l'organisation, un délégué militaire national (DMN) est désigné par le BCRA. C'est initialement le colonel Ely qui avait été nommé par de Gaulle pour occuper le poste. Mais ce dernier se rend vite compte une fois en France qu'il n'a pas la connaissance nécessaire du terrain. Sur proposition de Bourges-Maunoury, qui l'a eu pour adjoint, le choix se porte pour suppléer Ely sur Jacques Chaban-Delmas, un jeune inspecteur des Finances de seulement 29 ans. Le 1^{er} juin 1944, la BBC diffuse les messages d'alerte prévoyant le déclenchement de la série des plans de sabotage. Le 5 juin, 200 messages d'exécution sont lancés sur les ondes, ouvrant une phase nouvelle dans l'histoire des DMR, chargés de leur application.

Le débarquement de Normandie et les combats de la Libération placent les DMR dans une situation particulière. Le contexte militaire augmente considérablement leur rôle mais aussi leurs pouvoirs dans les régions où ils ont été nommés. Coordonnant les opérations de sabotage, ils s'imposent localement comme les véritables chefs de la Résistance armée grâce à trois leviers qui leur ont été alloués

et qui sont démultipliés avec la reprise des combats : les liaisons radios, la répartition des armes entre les différentes organisations mais aussi la gestion des fonds. Les DMR s'imposent ainsi au cours de l'été 1944 comme les véritables « trésoriers » de la Résistance. Un tel rôle et de tels pouvoirs suscitent

des réticences, notamment parmi les responsables communistes, qui considèrent les DMR comme des rivaux cherchant à contrôler, voire « confisquer » la Résistance intérieure au profit du général de Gaulle et des Alliés. De vives tensions se développent entre les DMR et les responsables locaux de la Résistance dans certaines régions, notamment celles où les maquis sont les plus importants (Limousin et Sud-Ouest de la France par exemple).

En dépit des difficultés qu'ils ont pu rencontrer et de certaines réticences qui se sont développées à leur égard, les délégués militaires n'en ont pas moins facilité par leur action la coordination sur le plan local

libération de la France. Au cours des combats de l'été 1944, les DMR ont permis d'orienter la lutte menée par les maquis où avaient été envoyés au lendemain du Débarquement des missions interalliées, les missions Jedburgh, composées de deux officiers et d'un opérateur radio ayant pour objectif d'instruire et d'encadrer les maquisards et de conduire des opérations de guérilla et de sabotages.

Le lourd sacrifice des DMR

Particulièrement menacée par les arrestations de l'hiver 1944 qui décapitèrent plusieurs régions, l'institution des délégués militaires ne s'est donc pas effondrée et a pu, grâce à de nouvelles nominations et l'envoi de renforts par Londres, remplir la mission qui lui avait été donnée lors des combats de la Libération. Jusqu'à la toute fin de la guerre, les DMR ont toutefois continué de payer un prix très lourd à la répression. Tout comme ceux de la première vague parachutés à l'automne 1943, les DMR entrés en fonction au cours du printemps 1944 ont fait l'objet de nombreuses arrestations. Quatorze d'entre eux (DMR et DMR adjoints) sont arrêtés entre avril et août 1944.

Au total, au cours de l'année d'existence de l'institution, entre l'été 1943 et l'été 1944, 21 délégués militaires ont été arrêtés sur un total de 87 délégués ayant existé (DMR et leurs adjoints, DMZ et délégués de sous régions). Sur ces 21 délégués, 14 n'ont pas survécu. Ils sont morts en se suicidant pour ne pas parler, sous les coups de la torture, assassinés par les Allemands ou n'ont pas survécu à la déportation. Particulièrement

exposés les DMR ont indéniablement occupé l'une des fonctions les plus dangereuses, ne leur laissant que très peu de chances de survie, notamment pour ceux qui appartenaient à la première génération, parachutés au cours de l'automne 1943, plus de six mois avant que n'ait lieu le Débarquement. ■



▲ André Bouloche, délégué militaire de la Région P (Paris) et André Schock, délégué militaire pour la Région C (Reims-Nancy).

Ces deux DMR connaissent une trajectoire similaire. Blessés lors de leurs arrestations, survenues entre trois et quatre mois après le début de leur mission en France, ils sont une fois soignés tous les deux écroués à Fresnes avant d'être déportés en Allemagne via le camp de Compiègne.

des différentes organisations armées et leur fusion progressive dans les FFI. Dans la quasi-totalité des régions militaires, le plan vert et ses corollaires ont très largement réussi, perturbant considérablement les transports et communications allemands au moment où s'engageait la bataille décisive pour la

(1) Préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac à l'ouvrage de Philippe André, *La Résistance confisquée ? Les délégués militaires du général de Gaulle de Londres à la Libération*, Perrin, 2013.

(2) Les DMR ont fait l'objet de peu d'études. On se référera surtout à l'ouvrage de Philippe André (*La Résistance confisquée ? Les délégués militaires du général de Gaulle de Londres à la Libération*, Perrin, 2013) qui est issu d'un mémoire de Master 2 soutenu à l'ENS Cachan sous la direction d'Olivier Wieviorka. On se reportera également à la notice que leur consacre Charles-Louis Foulon dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006, p. 183-184 et pour ce qui concerne la répression dont ils ont été victimes à Fabrice Grenard,

La Traque des résistants, Tallandier, 2021 (Texte), chapitre XVI.

(3) À cette organisation initiale s'ajoutera la création en mars 1944 par le général de Gaulle d'un délégué militaire national (DMN). Le premier à occuper la fonction sera le colonel Ely, qui s'effacera rapidement au profit du jeune Jacques Chaban-Delmas.

(4) Marchal, Abeille, Kammerer et Bouloche sont parachutés le 13 septembre dans l'Indre, près de Tours. Bonnier est parachuté en Charente le 23 novembre.

(5) Télégramme de *Polygone* au BCRA, 13 février 1944 cité in Philippe André, *op. cit.*, p. 107.

(6) Rapport cité in Philippe André, *op. cit.*, p. 142.

(7) Télégramme cité in Philippe André, *op. cit.*, p. 143.

(8) Pour permettre aux DMR de mieux remplir leur mission, alors que leur tâche apparaît immense et extrêmement difficile à mettre en œuvre du fait des conditions particulières de la lutte clandestine, le BCRA décide de nommer auprès des DMR en place des adjoints. Ancien du mouvement Combat ayant intégré le BCRA en août 1943 après avoir rejoint Londres, Jean-Pierre Cabouat est parachuté en Ardèche le 23 mars 1944 avant de rejoindre la région Nord pour y être délégué militaire. L'enseigne de vaisseau Pierre Sonnevill est parachuté dans la nuit du 4 au 5 avril pour secondier André Rondenay à la tête de la région parisienne. Le capitaine Maurice Barthélémy est parachuté dans la nuit du 3 au 4 mai 1944 pour devenir l'adjoint de Valentin Abeille à la tête du Grand-Ouest.

La difficulté des DMR d'être acceptés par la Résistance locale : les relations conflictuelles entre Eugène Déchelette et Georges Guingouin

Par Fabrice Grenard

Licencié en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, Eugène Déchelette s'est engagé dans les Forces françaises libres dès le 31 juillet 1940. Affecté au BCRA en juin 1943, il est désigné pour être le délégué militaire régional (DMR) de la « R5 », la région de Limoges. De son parachutage jusqu'à la libération de Limoges, Déchelette (*alias Ellipse*) ne cesse de se heurter à l'une des principales figures locales de la Résistance, Georges Guingouin.

S'ils ont été compliqués et n'ont cessé d'être conflictuels, les rapports entre les deux hommes ne s'en sont pas moins « normalisés » alors que les opérations qui allaient permettre de libérer la région entraient dans leur phase finale.

Une méfiance mutuelle qui empêche toute rencontre

Eugène Déchelette est parachuté près de Limoges le 29 janvier 1944 mais se fracture la cheville, ce qui l'empêche pendant plusieurs semaines d'être totalement mobile et de parcourir la région pour rencontrer les chefs de maquis.

À partir du 6 juin, il sillonne sans relâche la région pour coordonner l'action de la résistance locale. Mais Déchelette ne parvient pas à établir le contact avec celui qui se fait appeler le « préfet du maquis » et se trouve à la tête du principal maquis de la Haute-Vienne, Georges Guingouin. Le DMR voudrait pourtant le faire « rentrer dans le rang ». Il se plaint dans ses rapports que Guingouin fasse preuve d'une indépendance totale et n'applique pas les programmes d'actions préparés par les services du Bloc Planning du BCRA. Fin juillet 1944, *Ellipse* témoigne de sa méfiance à l'égard de Guingouin dans un rapport envoyé au BCRA : « nommé colonel par lui-même avec 1 000 ou 2 000 partisans, il porte ses cinq galons en long sur sa manche, et refuse d'obéir à qui que ce soit. Les FTP prétendent qu'il est rattaché au commandement national FTP. Je n'ai jamais pu le voir⁽¹⁾ ».

Guingouin pour sa part est informé de la présence du DMR et de sa volonté de le rencontrer. Mais il se méfie de cet envoyé du général de Gaulle et refuse de perdre son indépendance. Dans les deux cantons qui se trouvent sous son contrôle, ceux d'Eymoutiers et de Châteauneuf-la-Forêt, le « préfet du maquis » agit de façon autonome et ne dépend d'aucune structure hiérarchique véritable au cours du printemps 1944, même s'il accepte finalement fin juin de rallier les Francs-tireurs et partisans (FTP) pour devenir leur chef départemental.

La direction des FFI de Haute-Vienne au cœur des tensions

Le DMR *Ellipse* et le « préfet du maquis » finissent par se rencontrer début août. La situation reste tendue entre les deux hommes alors que le chef départemental FFI doit être désigné. La plupart des responsables locaux de la Résistance penchent pour que Guingouin occupe ce poste. Mais *Ellipse* cherche à faire nommer à la tête des FFI un officier membre de l'Organisation de la résistance armée (ORA) qui viendrait d'un département voisin (Creuse), pour mettre fin à la « lamentable direction politico-militaire de la Haute-Vienne » qu'il ne cesse de dénoncer dans ses télégrammes à Londres⁽²⁾.

Certain que la mise à l'écart de Guingouin provoquerait une scission des FTP, les résistants locaux insistent auprès d'*Ellipse* pour qu'il y renonce. Une solution de compromis est adoptée : les FFI seraient organisées en Haute-Vienne sous un double commandement avec le colonel FTP Guingouin et le commandant de l'Armée secrète (AS) Lucien Faure. Un accord est scellé le 15 août 1944. Deux jours plus tard, Faure décide de s'effacer (pour des raisons qui restent inexplicables) au profit de Guingouin, qui devient donc le seul chef des FFI de la Haute-Vienne avec quelques 8 000 hommes sous ses ordres.



© Musée de l'Ordre de la Libération

▲ Portrait de Georges Guingouin, principale figure de la Résistance de la région de Limoges.

Fondateur d'un maquis au printemps 1943 dans le secteur d'Eymoutiers, en Haute-Vienne, Guingouin est nommé chef départemental FTP en juin 1944 puis chef départemental des FFI en août 1944.



© Service historique de la Défense, Vincennes/16P 163344

▲ Photographie d'Eugène Déchelette prise à Londres.

Nommé délégué militaire pour la région R5, Eugène Déchelette est parachuté près de Limoges fin janvier 1944.

Un *modus vivendi* s'installe entre les deux hommes

Dès lors que Guingouin est intronisé chef départemental FFI, un *modus vivendi* s'installe avec Déchelette. Les deux hommes acceptent de mettre entre parenthèse leurs différends pour coopérer à la libération de la Haute-Vienne. Le DMR et le chef départemental FFI assistent à toutes les réunions stratégiques destinées à préparer les opérations militaires finales.

Les deux hommes sont d'accord sur la stratégie à suivre, qui consiste à encercler les garnisons allemandes présentes dans le département pour les isoler et les pousser à la reddition afin d'éviter des combats trop meurtriers. Une instruction du 14 août 1944 à l'ensemble des chefs de secteur précise que les FFI doivent organiser « le blocus des garnisons avec isolement complet » et mener « des tentatives de reddition et de démoralisation » qui ne devaient toutefois « pas traîner en pourparlers indéfinis⁽³⁾ ».

Cette stratégie permet de libérer Limoges sans effusion de sang le 21 août 1944. Sachant qu'il ne pouvait plus compter sur aucun renfort extérieur, le colonel Gleinigier accepte de capituler. Mais la méfiance du DMR à l'égard du « préfet du maquis » n'a pas disparu. Jusqu'à son départ de la région, Déchelette soupçonnera le communiste Guingouin de vouloir instaurer un « pouvoir insurrectionnel » à Limoges. Le futur maire de la ville (il sera élu lors des élections d'avril 1945) ne cessa pourtant d'agir dans le strict cadre de la restauration de la légalité républicaine. ■

(1) Courrier n° 3 d'*Ellipse* au BCRA, 25 juillet 1944, p. 7, in AN, 171 MI 101 (archives du BCRA), dossier 5 (R5), pièce 2.

(2) AN, 171 MI 201, dossier 562, télégrammes *Ellipse*.

(3) SHD, 13 P 60 (documents sur la Résistance en R5) « Consignes d'actions du 15 août 1944 », R5/1/2/EM, signées du commandant de la R5 et du DMR.



© Service historique de la Défense, Vincennes/16P-295666

▲ Photographie d'identité d'André Rondenay extraite de sa fiche signalétique établie en mars 1943.

Initialement envoyé en France pour coordonner la mise en œuvre des sabotages en région parisienne, Rondenay est nommé DMR de la région P (Paris) en janvier 1944.

Arrêté le 27 juillet 1944, le DMR de la région parisienne André Rondenay⁽¹⁾ est exécuté le 15 août, en étant extrait du dernier convoi de déportation en partance pour l'Allemagne dans lequel il se trouvait. Rondenay était traqué depuis le début de l'année 1944 par les Allemands.

« L'officier le plus brillant envoyé en France »

Né en 1913, ancien élève de l'École Polytechnique, André Rondenay est officier d'artillerie lors de la campagne de 1940. Fait prisonnier, il s'évade de son *Oflag* en décembre 1942 et rejoint l'Angleterre pour s'engager dans la France libre. Il est affecté au BCRA qui décide de l'envoyer en mission en France occupée en septembre 1943. Du fait de ses compétences mais aussi de sa personnalité et de son courage, André Rondenay est considéré par les responsables du BCRA comme « l'officier le plus brillant qu'ils aient envoyé en France ».

Il est déposé en métropole par Lysander dans la nuit du 12 au 13 septembre 1943 près de Tours. Sa mission consiste dans un premier temps à organiser d'importants sabotages industriels en région parisienne en vue de la préparation du plan tortue pour le jour J. L'arrestation au début de 1944 de Pierre Marchal, délégué militaire de zone Nord et d'André Bouloche, délégué militaire de la région parisienne (région P) amène le BCRA à le choisir pour les remplacer.

Le DMR se replie vers un maquis du Morvan

Début juin 1944, la situation devient trop dangereuse à Paris, où la répression allemande ne cesse de s'amplifier contre les résistants alors que débute la bataille pour la libération de la France avec le débarquement de Normandie. Rondenay décide de déplacer son PC vers une zone plus sûre tout en restant relativement proche de la région

La traque d'André Rondenay, dernier DMR à tomber sous les balles allemandes

Par Fabrice Grenard

Du fait de l'importance de leur mission et de leur rôle pour structurer la Résistance et coordonner ses actions armées dans la perspective du Débarquement, les DMR étaient des cibles prioritaires de la répression allemande. Sur les 87 délégués envoyés en France, 21 ont ainsi été arrêtés et 14 d'entre-eux n'ont pas survécus.

parisienne. Ce sera le massif du Morvan. Il s'installe au maquis Camille, l'un des plus importants du secteur, dirigé par Paul Bernard et Jean Longhi.

Lors de son séjour dans le maquis Camille, entre le 7 juin et le 23 juillet, André Rondenay partage le quotidien des maquisards du Morvan. Il joue un rôle important dans la structuration des maquis, la réception des parachutages et l'organisation des sabotages. Il participe également aux combats contre les Allemands qui intensifient la répression, notamment lors de l'attaque lancée le 26 juin 1944 contre le camp de Vernot.

Rondenay traqué par l'agent double Dupré

Depuis qu'il a été intronisé DMR de la région parisienne, André Rondenay est l'un des résistants les plus traqués par les Allemands. Un agent double, Henri Dupré, militant communiste et ancien des Brigades internationales recruté par l'*Abwehr* au cours



Archives de la Préfecture de police 77 W 232

▲ **Henri Dupré.** Militant communiste et ancien des Brigades internationales, Henri Dupré est recruté par l'*Abwehr* en 1940. Il traquera sans merci André Rondenay dès son arrivée en France.

de l'automne 1940 est sur sa piste. Immatriculé F 7102 sous le pseudonyme de Wiese, Dupré est considéré par les Allemands comme l'un de leurs meilleurs agents et reçoit des appointements allant jusqu'à 10 000 francs par mois. Il promet en février 1944 à Bleicher, son « traître » allemand, de lui livrer le DMR Rondenay.

Dans l'Yonne, où il traque Rondenay, Dupré arrive à se faire passer pour un résistant auprès des chefs locaux de la Résistance. Il obtient même des responsabilités dans l'organisation clandestine départementale. Alors que Rondenay suscite une certaine animosité par sa prétention à vouloir organiser et structurer la résistance locale, Dupré cherche à profiter de ces tensions pour le faire passer pour un « traître » qu'il faudrait éliminer. Cette stratégie échoue finalement, tout comme le piège que tend Dupré à Rondenay en organisant une réunion des responsables de la résistance locale à Auxerre le 17 juillet 1944. À cause d'un bombardement, André Rondenay ne se rend finalement pas à cette rencontre dont les participants seront tous arrêtés par la *Gestapo*.

S'il a échappé au piège de Dupré dans l'Yonne, Rondenay est arrêté quelques jours plus tard, le 26 juillet 1944, à Paris au métro La Muette, sans doute à la suite d'une infiltration de son entourage par les miliciens de la rue Alphonse Neuville. Il est exécuté le 15 août 1944 à la lisière de la forêt de Montmorency, sur la commune de Dommont, au lieu-dit de la clairière des Quatre Chaînes, après qu'un commando de policiers allemands accompagné par des miliciens français soit venu le chercher sur le quai aux bestiaux de la gare de Pantin quand il s'apprêtait à être embarqué dans le dernier convoi de déportation vers l'Allemagne.

La vérité sur la trahison de Dupré n'éclate que 16 mois après la Libération, alors qu'il s'est retiré à la fin de la guerre à Sens, où tout le monde le considérait comme l'un des responsables de la Résistance dans l'Yonne. Arrêté à Amsterdam en juin 1945, interrogé par les services secrets britanniques puis remis à la DST, Bleicher, l'ancien « traître » de Dupré révèle que l'ancien brigadiste était un agent double. Après cinq années de procédure, Dupré est traduit devant la cour de justice de la Seine, condamné à mort et exécuté au début de l'année 1951. ■

(1) Cet article s'appuie sur l'ouvrage de Joël Drogland, *Des maquis du Morvan au piège de la Gestapo, André Rondenay, agent de la France libre*, Vendémiaire, 2019.



▲ Jacques Chaban-Delmas.

Délégué militaire national malgré son jeune âge, Chaban-Delmas représente à Paris le Gouvernement provisoire du général de Gaulle lorsqu'éclate l'insurrection.

est parachuté en métropole pour exercer les fonctions de délégué militaire de la région P (Paris). À la suite de l'arrestation d'André Bouloche, Jacques Chaban-Delmas assure son intérim puis devient l'adjoint du colonel Mangin, qui en tant que délégué militaire national chapote l'ensemble des délégués militaires régionaux.

En mai 1944, alors que Mangin, activement recherché par la Gestapo, doit gagner Alger, Chaban-Delmas assure à nouveau l'intérim. Il va en fait demeurer à ce poste jusqu'à la Libération, en dépit de son jeune âge. Pour justifier son rang, il est promu général de brigade par décision du Gouvernement d'Alger le 15 juin 1944, ce qui fait de lui, à 29 ans, le plus jeune général que la France ait connu depuis le Premier Empire.

Chaban arrive à Paris dans un climat insurrectionnel

Chaban quitte Paris pour Londres le 25 juillet 1944 afin de rendre compte au commandement allié des possibilités militaires de la Résistance et de recevoir de la part du général Koenig, commandant en chef des FFI, les ordres à appliquer en métropole. Il repart de Londres le 13 août 1944. Amené au Mans par les Américains le 14 août, il arrive à Paris à bicyclette le 16 août. La ville connaît un véritable climat insurrectionnel. À l'appel de la CGT, les cheminots ont lancé le 10 août un appel à la grève générale. Le 15 août, ce sont les policiers eux-mêmes qui se mettent en grève et occupent la préfecture de police.

Dans un tel contexte, les instances de la résistance parisienne, notamment le Comité Militaire d'Action (COMAC) dirigé par Malleret-Joinville, et l'état-major régional FFI, que commande Henri Rol-Tanguy, poussent au soulèvement. Cette position est également celle du Comité Parisien de Libération (CPL), dominé par les communistes. De son côté, Chaban cherche à freiner le déclenchement de l'insurrection, conformément aux instructions de Koenig selon lesquelles il ne fallait « pas d'insurrection sans ordre ». Alexandre Parodi, délégué du général de Gaulle à Paris, est sur la même ligne. Pour Chaban, l'insurrection doit être synchronisée avec l'arrivée des troupes alliées.

Mais comme il le reconnaît lui-même, bien que hiérarchiquement supérieur à Rol-Tanguy, le délégué militaire national ne dispose en réalité que d'un pouvoir symbolique tandis que sur le terrain c'est bien le chef régional FFI qui exerce le véritable commandement. De fait, Chaban ne peut empêcher Rol-Tanguy de rédiger le 18 août 1944 un ordre de mobilisation placardé dans la nuit qui déclenche l'insurrection le lendemain. Le délégué militaire, tout comme le délégué général Alexandre Parodi, finissent par donner un aval de principe à l'insurrection dès lors qu'il ne semble plus possible de retenir les résistants parisiens désireux de passer à l'action.

Une trêve pour gagner du temps

Dès le 19 août au soir, alors que des combats ont éclaté dans plusieurs quartiers de la capitale, certains chefs de la résistance parisienne entreprennent de négocier une trêve avec le général von Choltitz par l'intermédiaire du consul de Suède, Raoul Nordling.

Jacques Chaban-Delmas, délégué militaire confronté à l'insurrection parisienne d'août 1944

Par Fabrice Grenard

Le délégué militaire national Jacques Chaban-Delmas est du fait de ses fonctions l'un des acteurs majeurs de l'insurrection parisienne fin août 1944. Soucieux de faire respecter les consignes qu'il a reçues de Londres visant à synchroniser l'insurrection avec l'arrivée des Alliés, il a dû aussi composer avec les chefs de la résistance parisienne qui désirent passer à l'action sans attendre.

Jeune inspecteur des Finances engagé dès 1941 dans la Résistance au sein du réseau Hector puis de l'Organisation civile et militaire (OCM) sous le pseudonyme de Chaban, Jacques Delmas est nommé en octobre 1943 adjoint d'André Bouloche lorsque celui-ci

Chaban se montre très favorable à cette cessation temporaire des combats car elle constitue à ses yeux une façon de gagner du temps pour que les Alliés se rapprochent de Paris.

La trêve est vivement contestée par les partisans de l'insurrection. À l'initiative de certains FFI, les combats reprennent le 22 août. Bien qu'opposé à la fin de la trêve, Chaban ne s'oppose pas à la reprise des combats qui a reçu l'aval de Rol-Tanguy, afin de ne pas rompre l'unité de la Résistance. Mais la situation dans la capitale devient critique. Pressé par le général de Gaulle, le général Eisenhower, commandant en chef allié, accepte que la 2^e DB du général Leclerc se mette en route vers Paris le 23 août. Ses premiers éléments entrent dans la capitale dès le lendemain.

La reddition allemande

Le 25 août, après avoir été fait prisonnier, le général von Choltitz signe la reddition des troupes allemandes à la gare Montparnasse. Chaban intervient en faveur de Rol-Tanguy pour que sa signature puisse figurer sur la convention de reddition. Lorsqu'il découvre quelques heures plus tard le document, de Gaulle ne cache pas une certaine irritation à voir ainsi figurer le nom de l'ancien militant communiste devenu chef régional FFI. Chaban en assumera toute la responsabilité, au nom de l'unité nécessaire de la Résistance. Contrairement à certains, le délégué militaire ne croyait pas que les communistes puissent constituer un problème à la Libération. Il l'avait fait savoir à Londres le 11 août 1944 en expliquant qu'il ne croyait pas « à un danger FTP » car « ceux-ci savent qu'ils ne constituent pas toutes les forces des FFI ou de la Résistance ». Le 26 août, Chaban-Delmas fait partie de ceux qui accompagnent le général de Gaulle lors de sa descente des Champs-Élysées. Devant une foule immense, ce défilé constitue une forme d'apothéose après les journées insurrectionnelles qui ont permis de libérer Paris.

Jacques Chaban-Delmas sera fait compagnon de la Libération en août 1945. Il deviendra après la guerre l'une des principales figures du gaullisme et exercera d'importantes fonctions nationales (premier ministre) et locales (maire de Bordeaux). ■

Le général de Gaulle entouré des chefs de la Résistance intérieure et de la France libre lors du défilé des Champs-Élysées du 26 août 1944.



Activités du département AERI

« Des résistants juifs dans la lutte armée », une exposition virtuelle en cours d'élaboration

Avec le soutien de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et grâce aux apports documentaires et iconographiques de nombreux partenaires (service historique de la Défense, musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, Mémorial de la Shoah, archives départementales de Seine-Saint-Denis...), la Fondation de la Résistance a entrepris la réalisation d'une exposition virtuelle consacrée aux résistants juifs impliqués dans la lutte armée.

Pourquoi le choix de ce sujet spécifique ? Les Juifs furent nombreux à s'engager dans la Résistance française ou dans les Forces françaises libres mais cet engagement était soit individuel soit en lien avec un cadre politique sans lien direct avec le judaïsme. Néanmoins, une résistance spécifiquement juive s'est également développée. Les organisations juives de résistance furent les premières à mettre en place des réseaux d'hébergement et des filières d'évasion destinées à préserver les Juifs des persécutions et empêcher leur déportation. Si cette résistance de sauvetage est relativement bien connue aujourd'hui, il n'en est pas de même pour la lutte armée dont l'étude se limite le plus souvent aux actions de certains groupes FTP-MOI. Concernant ces derniers le débat historique perdure depuis nombre d'années. La guérilla communiste juive doit-elle être incluse dans la résistance juive ? Cette exposition prend le parti de considérer ces groupes comme relevant de la résistance juive de par leur composition.

Si ces groupes FTP-MOI implantés à Paris, Toulouse (35^e brigade), Lyon



© Mémorial de la Shoah, Paris

(Carmagnole) ou encore Grenoble (Liberté) ont mené une guérilla ouverte contre l'occupant, il ne faut pas négliger les autres organisations juives de résistance lancées dans la lutte libératrice qu'il s'agisse des corps-franc de l'Armée juive, de certains maquis tels que ceux créés par les Éclaireurs israélites de France dans le Tarn ou encore celui du Chambon-sur-Lignon mis en place par le Service André. Les responsables de ces corps-francs et maquis juifs ont presque tous appartenu aux équipes dirigeantes des organisations de sauvetage. Dans leur esprit, la lutte armée allait de pair avec le sauvetage puisqu'elle visait en premier lieu les organisateurs des persécutions juives et leurs complices.

Afin de mener à bien la réalisation de cette exposition virtuelle, un groupe de travail a été

constitué. Hormis l'équipe de la Fondation de la Résistance, il regroupe des historiens. L'exposition virtuelle est composée à ce jour de quatre parties :

- 1940-1941 : Vers la lutte clandestine,
- 1942-1943 : L'entrée en action,
- 1943-1944 : Le temps des maquis,
- Été 1944 : Des combattants juifs dans les combats de la libération.

Chaque partie se déclinera en plusieurs chapitres consacrés aux organisations spécifiques. Pour chaque organisation, un texte introductif historique et une série de notices médias présenteront les acteurs et les événements qui y sont liés.

La mise en ligne de cette exposition virtuelle est prévue à l'été 2022.

FB

De nouvelles fonctionnalités apportées à la base « personnes » du Musée de la Résistance en ligne

La base nominative de résistants du Musée de la Résistance en ligne est, à ce jour, la rubrique du site la plus consultée avec près de 10 000 visiteurs depuis le début de l'année 2021. Afin d'améliorer l'interactivité avec les internautes d'une part, et de faciliter certaines recherches d'autre part, des améliorations lui ont été apportées.

Une silhouette signale les notices non pourvues d'une photographie du résistant. Associée à un formulaire simplifié, elle incite les familles à nous adresser un portrait en leur possession. Quelques jours après la mise en ligne de cette fonctionnalité, plusieurs dizaines de photographies ont ainsi été ajoutées aux fiches biographiques. Ces portraits de résistants sont de plus en plus difficiles à trouver à mesure que le temps passe et ils sont pourtant essentiels pour donner un visage

à la personne dont on cherche à retracer l'existence.

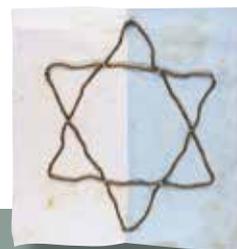
Les sources utilisées pour établir la fiche sont spécifiées tandis qu'une rubrique « sources complémentaires » permet au visiteur d'approfondir sa recherche dans les fonds nationaux. Les références des dossiers d'homologation conservés au service historique de la Défense y sont par exemple progressivement ajoutés, de même que des liens qui renvoient aux biographies ou documents d'archives en ligne sur d'autres sites (*Arolsen archives*, *Ordre de la Libération*, ...).

Un champ « Décorations et récompenses » a été ajouté. Hormis le fait de spécifier dans les fiches les distinctions obtenues par le résistant, la création de ce nouveau champ offre une fonctionnalité de recherche supplémentaire par décoration.

Parmi les nouvelles fonctionnalités, citons aussi l'ajout d'un répertoire qui permet de basculer d'une lettre à l'autre plus facilement, la possibilité de télécharger une fiche au format PDF ou encore le signalement de notices issues de la base média du Musée de la Résistance en ligne en lien avec l'individu concerné. Enfin, le moteur de recherche offre désormais la possibilité d'effectuer une recherche libre dans l'ensemble des champs de la base de données.

Nous tenons à rappeler que cette base n'a aucun caractère officiel et n'est nullement exhaustive. Cependant, elle est régulièrement complétée et enrichie par de nouvelles données communiquées par des familles, des associations ou par nos propres recherches dans les fonds d'archives ou dans la presse associative.

FB



©Yad Vashem

Drapeau frappé de l'étoile de David utilisé par Josué Lifshitz pour faire prêter serment aux nouvelles recrues du groupe de l'Armée juive qu'il dirigeait à Limoges.

Ce groupe de FFI ayant combattu dans le bataillon Carmagnole de Lyon pose en uniforme devant la caserne de Cusset (Allier) le 5 novembre 1944.

La Fondation participe à la Journée nationale de la Résistance

Le 27 mai dernier, la Fondation de la Résistance a commémoré le 78^e anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance. Depuis 2004, à cette date, la Fondation organise traditionnellement une cérémonie au monument Jean Moulin situé en bas des Champs-Élysées avant de présider au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

Pour la deuxième année consécutive, le contexte sanitaire n'a pas permis à la Fondation de la Résistance d'inviter, comme elle le fait traditionnellement, une délégation d'une commune de France, constituée de son maire, d'anciens combattants, d'élèves et d'une formation musicale. Néanmoins, elle a tenu à maintenir sa participation à ses deux cérémonies en cette date symbolique choisie, en 2013, comme Journée nationale de la Résistance.

La cérémonie de ravivage de la Flamme était honorée de la présence de Laurence Patrice, adjointe à la maire de Paris en charge de la



Le préfet Victor Convert et Jean Novosseloff déposent la gerbe de la Fondation de la Résistance sur la tombe du Soldat inconnu.

mémoire et du monde combattant, de Véronique Peaucelle-Delelis, directrice de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre et du général d'armée Bruno Dary, président du comité de la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

La Fondation était représentée par son directeur général, Victor Convert, et par un membre de son conseil d'administration également président de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance, Jean Novosseloff. Ils étaient entou-

rés par le Comité parisien de Libération, par les anciens élèves de l'école Massillon et par l'Union amicale du génie d'Ile-de-France ●

FM

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Une Française dans la tourmente.

Madeleine Gex-Le Verrier.

Édition établie et présentée par Julien Blanc.

Paris, éditions du Félin, coll. Résistance-Liberté-Mémoire, 2020, 187 p., 22 €.

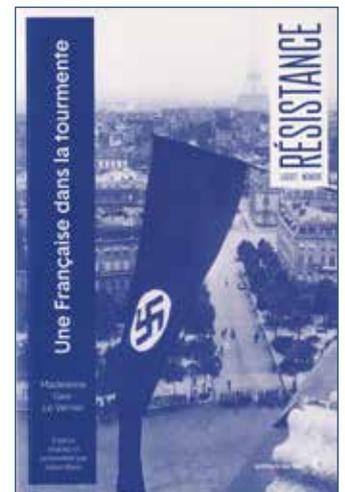
Ce récit est la réédition d'un livre publié il y a près de quatre-vingts ans à Londres en 1942 (en français et en anglais), puis réédité en France au sortir de la guerre en 1945⁽¹⁾. Cette édition établie par Julien Blanc, spécialiste des premières formes de résistance en France et membre du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, permet d'exhumer un texte qui témoigne des heures sombres de l'exode mais surtout des actions des pionniers de la résistance en zone occupée et en zone Sud jusqu'à la fin de l'année 1941.

Née en 1893 à Paris, Madeleine Gex-Le Verrier est une intellectuelle engagée comme directrice éditoriale de la revue *L'Europe nouvelle*. Cette revue ouvertement antifasciste est interdite après la défaite. Dès la

fin de l'été 1940, Madeleine Gex-Le Verrier décide alors de rejoindre le général de Gaulle à Londres. À son arrivée en décembre 1941, elle intègre le Commissariat national à l'Intérieur pour lequel elle écrit en 1942 un rapport de sept pages qui rend compte de l'opinion en France. Ce rapport l'incite à écrire un texte destiné à un plus large public dans lequel elle entremêle ses impressions et des considérations plus générales. C'est donc à des fins de propagande qu'elle rédige ce témoignage à la fois pour éclairer l'opinion, mais aussi pour soutenir auprès des Britanniques la cause de la France libre et de son chef le général de Gaulle auquel elle voue à cette date une grande admiration.

Le récit de Madeleine Gex-Le Verrier commence en juin 1940 dans la Sarthe et se termine à la fin du mois de décembre 1941 quand elle monte l'escalier du siège de la France libre à Londres. Elle y raconte ses souvenirs, pas si lointains, d'une France désorganisée :

des gens vaillants ou apeurés, des solidarités inédites entre groupes sociaux dont elle sème parfois. Madeleine Gex-Le Verrier évoque aussi les premières formes de résistance en zone occupée et notamment d'une résistance féminine à travers les actions entreprises par ses amies Agnès Humbert et Simone Martin-Chauffier, toutes deux membres du groupe du musée de l'Homme à Paris. Par ailleurs, elle raconte des faits qui ont marqué sa mémoire, comme l'exécution de Jacques Bonsergent par les Allemands en décembre 1940, en se faisant parfois l'écho de la propagande officielle ou des rumeurs qui courraient à l'époque (les notes de l'historien sont ici essentielles). Préférant rester à la lisière de la résistance, tout en acceptant de jouer un rôle d'interface pour mettre en contact les premiers dissidents, elle rallie une formation politique constituée, la France libre, où elle va retrouver des hommes avec lesquels elle a



travaillé autrefois : André Philip qui préface son ouvrage, Maurice Schumann ou Pierre Brossolette. Sans doute amère de n'avoir pas tenu la place qu'elle méritait dans cette organisation, elle refuse toute distinction et quitte la vie publique jusqu'à sa mort en 1975. ●

Hélène Staes

(1) Madeleine Gex-Le Verrier, *Une Française dans la tourmente*, préface d'André Philip, Londres, H. Hamilton, 1942. Édition anglaise sous le titre *France in torment*, 1942. Réédition à Paris aux éditions Émile-Paul Frères en 1945.



Photo Sénat

Résister par la poésie

Depuis de nombreuses années le Sénat, apporte son soutien à l'association des Amis de la Fondation de la Résistance lors de la cérémonie à la mémoire des lycéens et étudiants résistants morts pour la France qui est l'occasion de rappeler la richesse du patrimoine poétique de la Résistance. Nous avons demandé à Gérard Larcher, président du Sénat, d'évoquer pour nous combien cette résistance par l'esprit a été importante dans la clandestinité.

La Résistance est à l'origine d'une véritable exaltation poétique.

Parmi les messages diffusés en français sur la BBC, les trois premiers vers du poème *Chanson d'automne* de Verlaine : « *Les sanglots longs/Des violons/De l'automne* » resteront à jamais le signal de la Libération de notre pays.

La Résistance fut d'abord une réponse par les mots à l'asservissement. La poésie se prêtait mieux que de longs essais à l'explicitation du bouleversement qui se produisait alors. Écrire ou lire de la poésie engagée était devenu un acte de résistance.

La poésie jouait avec la censure qui obligeait à parler à mots couverts de la situation politique.

Certains poètes durent passer à la clandestinité. C'est le cas de René Char. Même s'il continue d'écrire, il ne publie rien de 1940 à 1944, les poèmes auxquels il travaille resteront inédits, aussi longtemps que le pays sera occupé. Il dit combien la Résistance représente l'espoir : « *Résistance n'est qu'espérance. Telle la lune d'Hypnos, pleine cette nuit de tous ses quartiers, demain vision sur le passage des poèmes* ». Mais la Résistance c'est aussi le sacrifice : « *J'aime ces êtres tellement épris de ce que leur cœur imagine la liberté qu'ils s'immolent pour éviter au peu de liberté de mourir.* »

Robert Desnos, quant à lui, est un poète qui a écrit pendant les années d'occupation pour communiquer sa haine contre l'occupant et les collaborateurs et exalter la liberté. Il publie alors en contrebande sous son propre nom ou clandestinement sous des pseudonymes. *L'Épithaphe* écrit, fin 1943 quelques mois avant son arrestation et sa mort : « *J'ai vécu dans ces temps et depuis mille années/Je suis mort. Je vivais, non déchu mais traqué/Toute noblesse humaine étant emprisonnée / J'étais libre parmi les esclaves masqués/ J'ai vécu dans ces temps et pourtant j'étais libre...* »

Parmi les « poètes clandestins », il y a évidemment Paul Éluard, comment ne pas citer le grand succès populaire de cette « poésie de la Résistance » : *Liberté*. Il s'agit là sans doute d'un des plus célèbres poèmes de la Résistance. Il sera parachuté en France avec les armes à destination des maquisards.

La poésie, c'est avant tout l'émotion. Les lettres des cinq élèves martyrs du lycée Buffon à leurs parents prirent la forme du poème tant leur authenticité était poignante.

C'est aussi cas de la dernière lettre de Jacques Decour : « *je me considère comme une feuille qui tombe de l'arbre pour faire du terreau. La qualité du terreau dépendra de celle des feuilles. Je veux parler de la jeunesse en qui je mets tout mon espoir...* »

C'est la poésie de la dernière parole.

Que dire de la dernière lettre de Gabriel Péri qui inspira un magnifique poème d'Aragon : *La ballade de celui qui chanta dans les supplices*. Ce poème résume à lui seul ce que fut la poésie dans la Résistance : un ensemble de chefs-d'œuvre que l'on retient vite et qui peuvent se répéter de bouche à oreille.

Ces poèmes furent autant d'appels et de cris : « Résistance ».

Cette mémoire de la Résistance que le Sénat honore chaque année au travers de l'hommage aux étudiants résistants et la remise du prix littéraire de la Résistance. ●

Gérard Larcher
Président du Sénat

Hommage à Roger Lefort (1926-2021)

Roger Lefort, délégué de MER pour l'Alsace, nous a quittés le 12 février dernier. *Alias Breloque*, il avait eu un beau parcours dans la Résistance. Jeune mosellan, devant l'annexion de l'Alsace-Lorraine par les Allemands, il avait pris une résolution qui allait marquer de début de son engagement. « *Je ne porterai pas l'uniforme allemand, je ne chausserai pas les bottes.* » Après un long périple clandestin, il rejoindra les maquis FTP du Lot commandé par le colonel Noireau *alias Georges*, futur compagnon de la Libération. Début septembre 1944, comme ce fut le cas dans la plupart des maquis du Sud-Ouest, les partisans originaires d'Alsace-Moselle eurent la possibilité de s'engager dans la Brigade Alsace-Lorraine. C'est de la caserne Pomponne de Montauban, sous le commandement d'André Malraux, que partit la « *brigade des trois cents pouilleux* » comme l'avais surnommé le général de Lattre de Tassigny. De septembre 1944 à mars 1945, elle participe à la reconquête de l'Alsace.

Roger Lefort fut un acteur de l'histoire et aussi un acteur de la mémoire, soucieux de faire vivre l'esprit de la Résistance marqué par le courage et l'audace des combattants de la liberté. Il évoquait aussi avec émotion l'histoire de cette brigade unique⁽¹⁾.

Fidèle à ses idéaux de jeunesse, il était aussi fidèle à l'association des Amis de la Fondation de la Résistance dont il appréciait particulièrement le site internet. Son action dans la Résistance a valu à Roger Lefort de se voir décerner de nombreuses décorations. Chevalier de la Légion d'honneur, il était également titulaire de la croix de guerre avec étoile de bronze, de la médaille des évadés, de la croix du combattant volontaire de la Résistance, de la croix du combattant volontaire et de la croix du combattant. ●

Jean Novosseloff

(1) Concernant l'histoire de la Brigade Alsace-Lorraine on consultera à la rubrique « Rencontres et Dédicaces » du site de l'association www.memoresist.org - le compte-rendu de la conférence donnée par Christine Levisse-Touzé le 10 octobre 2014.



Photo MER

La cérémonie à la mémoire des lycéens et étudiants résistants morts pour la France dans les jardins du Luxembourg à Paris en mai 2019. Cette cérémonie débute par un dépôt de gerbes aux pieds de la statue de Georges Wadkin, avant de se poursuivre par une évocation poétique prise en charge par des élèves parisiens.



Photo Sénat

Adhésion :

Merci de votre soutien financier qui permet à l'association de poursuivre ses activités partout en France.

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32

Activités du département documentation et publications

Inauguration de l'exposition « Les femmes dans la Résistance »

Pour répondre à l'attente de nombreux établissements scolaires et culturels la Fondation a récemment réalisé une exposition itinérante sur « Les femmes dans la Résistance⁽¹⁾ ».

Cette exposition à visée pédagogique a pour objectif d'interroger le rôle des femmes dans la Résistance au regard des récents apports de la recherche. Pendant longtemps, les historiens se sont surtout intéressés à la Résistance institutionnelle et ont eu tendance à privilégier de ce fait des études sur la lutte armée. Or, ce sont deux domaines où la place des hommes est prédominante. L'historiographie récente a, au contraire, ré-évaluer la place des femmes dans le phénomène résistant en s'intéressant plus à la vie quotidienne de ses acteurs et aux complexités indispensables au développement de la Résistance. Grâce à cette exposition, qui est amenée à circuler à travers toute la France, le grand public pourra découvrir le rôle des femmes dans la « résistance pionnière », mais aussi les tâches essentielles qu'elles ont accomplies au sein de la lutte clandestine et la façon dont elles ont pu évoluer entre 1940 et 1944, et enfin des parcours de femmes emblématiques illustrant cette résistance au féminin.

Le 8 mars dernier, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, cette exposition⁽²⁾ a été officiellement inaugurée par Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants à la cité scolaire François Villon à Paris (14^e arrondissement). Le contexte sanitaire a contraint la Fondation de la Résistance à renoncer à toute invitation extérieure. Néanmoins, cette inauguration a pu rassembler des élus locaux et des personnalités issues des ministères de l'Éducation nationale et des Armées. Étaient notamment présents Anne-Christine Lang, députée de la 10^e circonscription de Paris, Karine Petit, maire du 14^e arrondissement de Paris et Amine Bouabbas son premier adjoint, Christophe Kerrero, recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris



Photo Hélène Stais

et chancelier des universités de Paris, Rachid Azzouz, délégué académique à la mémoire, à l'histoire et à la citoyenneté de l'académie de Paris et Sylvain Mattiucci directeur des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives (DPMA) au ministère des Armées.

Après une allocution de Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, a assuré une visite commentée des treize panneaux de l'exposition.

L'ensemble de l'assistance s'est ensuite rendu dans le gymnase du collège pour écouter une restitution par les élèves du projet d'établissement « Mémoires de déportées ». Plusieurs textes de déportées signés de Geneviève de Gaulle, Germaine Tillion, Françoise Seligmann ont été lus avec émotion par des collégiens tandis que deux élèves de terminale ont présenté avec éloquence ce projet mémoriel à la manière du grand oral du baccalauréat.

Une chorale d'élèves de la cité scolaire a assuré des intermèdes musicaux en interprétant le *Chant des partisans* et le *Chant des marais*.

Pour clôturer cette matinée, Geneviève Darrieussecq a inauguré le studio de la web-radio du collège où elle a été interviewée par des élèves de troisième.

FM



© Fondation de la Résistance

(1) Pour emprunter cette exposition, contactez frantz.malassis@fondationresistance.org

(2) Cette exposition a été présentée simultanément à la Cité scolaire François Villon à Paris et au lycée Frison-Roche à Chamonix (Haute-Savoie) du 8 mars au 26 mars 2021. Elle a également été empruntée par plusieurs communes à travers la France durant le deuxième trimestre

2021. Ainsi, elle a été visible à la médiathèque de Hesdin (Pas-de-Calais) du 24 mars au 3 mai, à la bibliothèque Charlotte Delbo à Vigneux-sur-Seine (Hauts-de-Seine) du 6 mai au 3 juin, au pôle culturel de la ville de Bessancourt (Val d'Oise) du 3 au 22 mai et au centre culturel Aragon de la ville d'Oyonnax (Ain) du 8 au 19 juin.

Signature d'une convention de partenariat entre la Fondation de la Résistance et l'Ordre de la Libération



Le vendredi 26 février 2021, la Fondation de la Résistance et l'Ordre de la Libération ont signé une convention de partenariat. Cette convention a pour objet de renforcer le travail commun de ces deux institutions dans la transmission de l'histoire et la mémoire de la Résistance, des Compagnons de la Libération et des médaillés de la Résistance française.

Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance et le général Baptiste, délégué national du Conseil national des Communes Compagnon de la Libération.

Photo Franz Malassis